

Juin 2014
volume n° 4 / numéro n° 1
www.agronomie.asso.fr

Agronomie

environnement & sociétés

La revue de l'association française d'agronomie

Des
politiques publiques à
l'efficacité économique des entreprises agricoles :
quelles synergies entre agronomie et économie ?



Agronomie, Environnement & Sociétés est une revue à comité de lecture et en accès libre éditée par l'Association Française d'Agronomie (AFA) sous le numéro ISSN 1775-4240. Plus d'informations www.agronomie.asso.fr/aes. L'AFA est une association à but non lucratif qui publie des travaux en accès libre.

Les articles sont publiés sous la licence Creative Commons2.0. La citation ou la reproduction de tout article doit mentionner son titre, le nom de tous les auteurs, la mention de sa publication dans la revue AE&S et de son URL, ainsi que la date de publication.

Synergies entre agronomie et économie : points de vue du Développement et questions posées à la recherche

François KOCKMANN

Directeur - Chambre d'Agriculture Saône-et-Loire
Email : FKOCKMANN@sl.chambagri.fr

Jean-Marie SERONIE

Directeur général - CERFRANCE Manche
Email : jmseronie@50.cerfrance.fr

Et synthèse d'un échange entre économistes et agronomes autour de ces points de vue

Le point de vue d'un agent d'une chambre d'agriculture

En tant qu'agronome en Chambre d'Agriculture, la question suivante m'interpelle : quelles sont les occasions que nous avons dans le développement pour coopérer entre agronomes et économistes ? J'ai identifié quatre niveaux de coopération, en référence à mon expérience :

Le référentiel agro-économique

En 1988, on a mis en place en Saône-et-Loire un dispositif pour obtenir des références, à partir d'un réseau de fermes représentatives de la diversité des milieux et des systèmes d'exploitation : l'ambition était de dégager des marges semi-nettes à l'échelle des systèmes de culture. Toutefois, nous avons alors rencontré des difficultés, notamment méthodologiques, mais la perspective de construire un référentiel régional agro-économique reste essentielle, et au demeurant accessible avec tous les acquis méthodologiques issus du RMT Systèmes de Cultures Innovants. Dans la même période, marquée par la renégociation de la nouvelle PAC, nous avons estimé prioritaire de travailler sur les agro-équipements et l'organisation du travail, impactant sur les charges et sur les risques, et donc sur les résultats de l'exploitation ; ce sujet reste d'actualité et est encore trop peu traité par la recherche, alors que cela reste une dimension importante dans la mesure où la taille des exploitations est croissante, corrélée avec la démographie des agriculteurs. La question d'un tel référentiel est toujours d'actualité mais en plein renouvellement, avec au centre la notion de marge semi-nette¹.

L'environnement

En 1991, nous avons répondu, avec un économiste de l'ISARA, à un appel à projets du commissariat au plan pour réfléchir aux stratégies pour reconquérir la qualité de l'eau. Nous comparons deux stratégies, l'une portant sur l'amélioration des itinéraires techniques, l'autre plus radicale reposant sur la remise en prairies permanentes des terres labourées. Avec des simulations sur six exploitations différentes, on a pu mener un travail intéressant entre agronomes et économistes, avec une évaluation des coûts de chacune des stratégies. Depuis, en matière d'environnement, l'investissement a surtout été orienté sur l'animation des collectifs, notamment dans le cadre des opérations «ferti-mieux», puis des démarches pluri-acteurs et pluri-enjeux. Les relations se sont nouées alors plutôt avec des sociologues, INRA-LISTO en particulier. Et là, je pense qu'il y a un apport novateur par rapport aux défis environnementaux sur les territoires : il faut aussi associer les sociologues avec les économistes et les agronomes. Nous avons peu mis l'économie au goût du jour or, si nous voulons motiver et convaincre les collectifs d'agriculteurs, il faut être capable de concilier sociologie, économie et écologie. Nous constatons que nous disposons de peu de références sur le long terme, or, toutes les problématiques de diffusion de pollutions diffuses sont à voir sur le long terme, avec des effets très discrets, de grandes exigences sur les pratiques, des redistributions spatiales des systèmes de culture dans le bassin d'alimentation des captages. Nous manquons de modélisations pour simuler et comparer l'impact de différents scénarios, par rapport aux objectifs à atteindre en qualité de l'eau et en biodiversité, en associant les acteurs. Une phrase récurrente des agriculteurs est «avec des dispositifs type MAE, ce n'est pas pérenne et au bout de 5 ans, c'est remis en cause». Donc il y a une vraie question relative à l'accompagnement économique pérenne des exploitations pour leur contribution à la gestion de biens publics. Nous pourrions imaginer une rémunération des pratiques vertueuses au m³ d'eau potable produit par le champ captant, ce serait sûrement plus pertinent que l'addition et la complexification infernale des réglementations !

Le conseil d'entreprise

Dans la Chambre d'Agriculture, nous avons un réseau de conseillers territoriaux généralistes, orientés sur le conseil d'entreprise. Pour qu'ils puissent exercer correctement leur métier, nous avons négocié un accord de partenariat avec le CER, comprenant deux volets : le premier, objet d'une dotation Casdar, porte sur la formalisation par le CER (et par un autre centre de comptabilité) du référentiel économique des exploitations, par filière. Le second repose sur une recherche de coopération sur le terrain : lorsqu'un conseiller du CER constate qu'un agriculteur est en difficulté sur un aspect technique, il fait signe au conseiller de la Chambre pour qu'il intervienne pour un accompagnement spécifique. Nous avons aussi une autre convention pour l'installation des jeunes agriculteurs, depuis la reprise par la Chambre des missions de l'ADASEA. Certes, ces axes de coopération sont perfectibles dans la pratique quotidienne. Toutefois, où je trouve que nous sommes en creux par rapport à l'attente des agriculteurs, c'est sur la question du conseil stratégique,

¹ La marge semi-nette se calcule en déduisant de la marge brute les charges de main d'œuvre et de matériel spécifiques à la culture.

en particulier sur les questions de trajectoire des exploitations. Ce n'est qu'en synergie avec les centres de ressources en économie que nous pourrions répondre aux interrogations des agriculteurs, confrontés aux décisions dans un contexte marqué par de fortes incertitudes.

Les politiques publiques et la régionalisation

À l'initiative du Conseil Régional de Bourgogne a été créé un Observatoire de la Prospective de l'Agriculture Bourguignonne (OPAB), donnant lieu à une conférence annuelle sur la situation économique de l'agriculture régionale. L'OPAB, animé par la Chambre régionale, repose notamment sur une coopération avec le CER. C'est intéressant car cela permet d'avoir une vision transversale de la situation agricole régionale avec toutes les filières. Dans la mesure où le Conseil Régional, en coopération avec la DRAAF, est conduit à gérer les aides du second pilier de la PAC, la pertinence d'un tel Observatoire est renforcée. Je pense que l'échelle régionale, en prenant en considération la diversité des territoires et des filières, est aussi un bon niveau pour accroître, dans le développement, la coopération entre agronomes et économistes, bien sûr entre Chambres et Centres de gestion, mais en ouvrant aussi aux centres de recherche et autres structures.

La dernière conférence régionale de l'Observatoire a mis en évidence la dispersion des résultats dans toutes les filières de production. Les déterminants de la dispersion des résultats sont liés à la variabilité de la compétence des agriculteurs ; ce constat prévaut pour chaque filière, indépendamment des soutiens publics.

Le point de vue d'un agent de centre de gestion

Je voudrais vous faire part de quelques questions de recherche que je me pose au vu de ma pratique quotidienne de pilotage d'une entreprise de conseil.

En préambule, je voudrais faire les remarques suivantes :

- Vous avez souvent accusé la comptabilité de ne pas fournir suffisamment de données exploitables pour les agronomes. Il faut d'abord bien comprendre le positionnement de la comptabilité, bien comprendre pourquoi un agriculteur paie sa comptabilité car je rappelle qu'on est sur un modèle marchand. La comptabilité est faite pour sécuriser les tiers vis-à-vis de l'entreprise. Son utilisation pour gérer l'entreprise est un sous-produit mais n'est pas l'objet premier. Pourtant, historiquement, CERFRANCE est parti de la gestion puis la comptabilité est venue ensuite, cette fonction de gestion est bien sûr restée dominante dans nos gènes. On pourrait d'ailleurs se demander si demain, avec l'aspect environnemental, il ne faudrait pas imaginer une nouvelle comptabilité dont le rôle serait de sécuriser les tiers sur la question environnementale.

- Il y a ensuite deux constats qui m'effarent dans les discussions entre économistes et agronomes. D'abord le poids énorme accordé à la politique publique. Je pense que c'est disproportionné dans la problématique et pourtant je suis un des spécialistes des politiques publiques au niveau du réseau CERFRANCE ! La réforme de la PAC, remplacée par

rapport aux décisions des agriculteurs, c'est moins que secondaire. On est en train de se battre sur les questions de transfert de DPU, mais on se bat pour déplacer 100 ou 130 € par ha. C'est bien moins que les variations interannuelles du prix des céréales, de la viande ou du lait. La question du marché est donc bien plus importante pour l'agriculteur. Le second point qui me surprend est la place majeure donnée aux indicateurs. C'est important mais ce n'est pas la porte d'entrée. Il faut d'abord savoir ce que l'on veut mesurer et dans quel objectif, quelle finalité. J'ai peur que la recherche de l'indicateur soit quelque part un peu comme la norme pour la puissance publique cherchant la sécurité, en ayant parfois perdu le but poursuivi. Je crains que ce ne soit un peu l'échappatoire des faiblesses conceptuelles.

À partir de là, ce que nous attendons comme apports de la recherche, ce sont des réponses aux questions qu'on se pose :

Apprendre à raisonner des systèmes instables

Nous sommes confrontés à des systèmes mouvants aussi bien sur le plan économique que technique. Dans ce cadre, nous manquons cruellement de connaissances. Les agriculteurs pionniers ont été en avance sur la recherche académique, ce que les chercheurs appellent de ce terme magnifique de « savoirs profanes ». Donc, il y a là une vraie question qui est aussi bien agronomique qu'économique. Dans l'univers de la gestion, nous sommes très concernés car les changements techniques remettent en cause profondément le système global d'exploitation. C'est pour cela que les CERFRANCE investissent aujourd'hui le champ technique, car il faut décortiquer les processus de fonctionnement de l'entreprise agricole, sur les plans technique et économique. Il est donc de mon point de vue nécessaire que la recherche réinvestisse le champ de l'entreprise agricole. Alors que cet objet de recherche est fortement délaissé aujourd'hui.

Apprendre à raisonner l'hétérogénéité

Nous sommes tous formatés pour gérer des états permanents et homogènes, gérer le passage d'un état A à un état B. Exemple : J'avais 20 vaches et je passe à 50. Or, aujourd'hui, nous sommes confrontés à une gestion successive et pluriannuelle d'états hétérogènes. Par exemple, raisonner la rentabilité parcellaire dans le cadre de rotations longues. Ça, on ne sait pas bien faire, le système classique d'analyses est sur ce plan obsolète. Il ne faut plus raisonner comment passer d'un état A à un état optimal B, mais raisonner sur des schémas, des faisceaux de trajectoires. Les méthodes de raisonnement sont à inventer, les outils à créer.

Dépasser le stade des pionniers

Dans le champ du développement agricole, comment passer de la phase des pionniers à une situation plus générale ? Les innovateurs sont des personnes fascinantes, mais pour avoir un impact, il faut largement dépasser ce cap. C'est un raisonnement nouveau à construire, en particulier pour des situations et des contextes qui ne sont pas normés comme l'agro-écologie.

Raisonnement l'organisation du conseil

L'organisation du conseil doit être revue aujourd'hui dès lors qu'il n'y a plus de modèles stables. Le conseiller «diva» face à un client séduit, cela n'existe plus. Il faut travailler avec des collectifs à organiser, et la gestion, l'organisation collective du savoir, est encore une vraie question de recherche.

Il reste enfin des questions nouvelles

Comment gérer les conséquences économiques d'un choix technique de manière interannuelle ? Comment analyser des choix techniques sur une échelle spatiale qui dépasse le périmètre de l'exploitation, lequel cadre de l'exploitation n'est lui-même plus stable ? Cela a conduit au concept de l'exploitation flexible que CERFRANCE a développé depuis quelques années. Quand on aborde l'interannuel et le spatial, il ne faut pas oublier l'agriculteur. C'est l'acteur économique qui prend la décision (on peut certes l'influencer, mais c'est lui qui décide), c'est lui qui assure l'articulation et la cohérence : temps et espace, agronomique et technique...

En conclusion, un des moments importants de rencontre entre l'agronome et l'économiste, c'est l'accompagnement du choix de l'agriculteur, l'accompagnement de sa décision technique, et là l'articulation est essentielle. C'est également un superbe sujet de recherche trop délaissé aujourd'hui.

Les propositions des métiers du développement agricole, et les questions posées à la recherche²

Les points de vue débattus à l'issue des deux témoignages précédents mettent en évidence un meilleur besoin de synergie entre agronomes et économistes à deux niveaux :

- À l'échelle de l'exploitation, dans sa gestion, avec des nouveaux indicateurs, avec une nouvelle comptabilité prenant en compte d'autres aspects, avec aussi un besoin de conseil stratégique associant des agronomes et des économistes ;

- À l'échelle des collectifs et des échelles d'espace sortant du cadre de l'exploitation, avec des démarches pluri-acteurs et pluri-enjeux, objets de forts investissements par les agronomes du développement, où les économistes auraient certainement des choses à dire.

Mais au-delà, certains objets prioritaires méritent d'être travaillés ensemble.

Le premier est l'articulation entre les politiques publiques et le marché dans la prise de décision de l'agriculteur, en y associant les autres acteurs de la filière que sont les organismes de collecte et les firmes. Car une partie des leviers qui doivent pouvoir être actionnés sont aussi au niveau de ceux qui fixent les prix et déterminent les volumes, et font les rapports entre les prix et les volumes. En effet, il est clair que le changement de système de production chez les agriculteurs risque d'entraîner un manque de volume du côté des opérateurs de collecte, ce qui ne peut être acceptable pour eux, sauf s'ils sont partie prenante des politiques publiques. Les agronomes ont donc peut-être un peu trop tendance à se limiter à l'impact de la politique agricole, alors

que par rapport aux objectifs que nous poursuivons et aux problèmes de durabilité, d'autres politiques publiques sont certainement bien plus importantes que la PAC : par exemple, les questions d'aménagement foncier, qui concerne au premier chef les exploitations agricoles.

Le second est le nécessaire réinvestissement entre agronomes et économistes pour ne plus traiter le système de décisions de l'agriculteur comme une boîte noire. Car le regard que l'on peut avoir sur le régime sociotechnique impactant une exploitation n'est pas le même quand on le regarde de l'extérieur, en connaissant les différents verrous, et de l'intérieur, en décortiquant l'exploitation agricole où l'on détecte alors les verrous importants. Par exemple, un agriculteur peut ne pas se convertir à l'agriculture biologique malgré sa sympathie pour ce système, essentiellement à cause de la diversité de son système de production. La technicité pour passer en agriculture biologique est tellement multipliée par la diversité qu'il ne veut pas rompre l'équilibre. Un autre exemple est la situation d'agriculteurs où leur structure d'exploitation ne leur permet pas certains systèmes de production ; c'est le cas lorsque l'incitation à l'agrandissement engendre des verrouillages techniques et économiques.

Enfin, le troisième objet où agronomes et économistes ont un travail conséquent est la question des trajectoires des exploitations agricoles et le rôle des compétences et de l'identité professionnelle dans ces trajectoires, afin de favoriser le passage des pionniers qui ont su faire sauter les verrous technique et économique, à une généralisation de nouvelles pratiques. En particulier, la question de l'échelle pertinente pour suivre les trajectoires d'exploitation, non pas pour arriver à l'uniformisation, mais pour gérer la diversité inter-régions et intra-régions, reste également à étudier. Quant au sujet de la compétence des agriculteurs, il n'est pas assez pris en compte actuellement, alors qu'il va être majeur dans les dix ans à venir, quand on voit la vitesse à laquelle les écarts de performance économique s'accroissent aussi bien par le haut que par le bas. Plus le prix des intrants et plus les cours des produits sont élevés, plus les écarts de performance entre les agriculteurs augmentent. La formation des agriculteurs devient ainsi un axe important, et l'innovation dans ce domaine serait utile pour avoir une offre attractive et renouvelée, laissant une large part à la co-construction. L'exemple de la création des GIEE pose certes la question de l'animation des collectifs mais constitue une opportunité pour favoriser le partage d'expériences : les témoignages entre pairs restent les vecteurs puissants de changements de pratiques et probablement d'innovations sur les territoires. Enfin, il ne faut pas oublier dans la compétence la question de l'identité professionnelle, car l'environnement la modifie de toute part, et que ce soit dans les frontières de l'exploitation agricole, le syndicalisme, la fiscalité..., la notion de pionnier ne nous fait-elle pas reconstruire la symbolique de la réussite en agriculture, qui est autre chose que la réussite des 100 quintaux ou de l'agrandissement, avec d'autres systèmes de valeurs ?

C'est donc bien fondamentalement autour du raisonnement sur la prise de décision de l'agriculteur qu'ont à s'articuler aujourd'hui les travaux de l'économiste et l'agronome.

² Synthèse des échanges avec le public à la suite des interventions de F. Kockmann et J.M. Seronie, effectuée par P. Prévost